

**PROGRAMME
CLIMAT, ÉNERGIE
& SÉCURITÉ**

**L'ANGOLA AU DÉFI
DE SES RESSOURCES NATURELLES :
S'EXTRAIRE DE LA « MALÉDICTION DES RESSOURCES »
EST-IL POSSIBLE DANS « L'AUTRE GOLFE » ?**

PAR Mikaël LEFEVRE

CONSULTANT EN ÉNERGIE ET GÉOSCIENCES PÉTROLIÈRES POUR CAPGEMINI

JUIN 2018

ANALYSE #8

L' Angola, pays d'Afrique australe, est l'un des plus grands pourvoyeurs de pétrole du continent africain. Il n'est rattrapé que par le Nigeria pour ce qui est de l'extraction et de l'exportation d'hydrocarbures, ces dernières assurant la moitié du PIB (Produit intérieur brut), les deux tiers des revenus de l'État et quasiment 90% des exportations. Il obtient un indice de perception de la corruption (CPI) de 19/100 et se classe 175e sur 190 au classement "Doing Business" de la Banque Mondiale décrivant la facilité de faire des affaires dans un pays. L'Angola se trouve de fait atteinte aujourd'hui par une "malédiction des ressources" dont elle cherche à s'extraire, notamment via des investissements étrangers et une lutte contre la corruption. Mais en a-t-elle seulement les moyens ?

UNE HISTOIRE POLITIQUE TROUBLE LIÉE AUX RESSOURCES EN HYDROCARBURES

Depuis son indépendance tardivement acquise (l'Angola devient une république indépendante hors du giron colonial portugais en 1975), l'Angola a été le théâtre d'une guerre civile de vingt-deux ans qui a pris fin en 2002 à la signature d'un accord de paix et dont le parti actuellement au pouvoir, le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), est sorti vainqueur. Ce dernier, sous la houlette du président José Eduardo Dos Santos (à la tête de l'État de 1979 à 2017), avait multiplié les offensives diplomatiques auprès des pays européens, de la Chine et des Américains pour obtenir toujours davantage d'investissements directs étrangers (IDE). Le pays a vu à la fin de la guerre civile fleurir les campagnes d'exploration pétrolière offshore, multipliant par quatre les réserves prouvées du pays : elles sont passées en vingt ans de 3,7 milliards de barils à 11,8. La captation de ces ressources situées en offshore profond dans un contexte géologique difficile s'appuie nécessairement sur des compagnies étrangères aux moyens financiers et techniques considérables. Des compagnies comme ExxonMobil, Total ou BP ont été encouragées à investir et s'installer durablement en Angola, moyennant un régime fiscal confortable sur la production des hydrocarbures qui continue aujourd'hui à leur être favorable. Ainsi, en février 2018, Pauli Jérónimo, le secrétaire d'État au pétrole, annonçait la mise en place de nouvelles incitations fiscales pour l'exploitation de découvertes non rentables jusqu'alors. Sur les dizaines de milliards de dollars étrangers injectés dans l'économie du pays, une majeure partie a été attribuée au développement de l'extraction pétrogazière, véritable manne économique pour ce pays laissé exsangue à la fin des années 1990 après vingt années de conflit. De fait, depuis 2002 et la fin de la guerre civile, la croissance de l'Angola a été spectaculaire

(+26% du PIB en 2006 !) autant que l'ont été ses difficultés suite à la dernière crise du baril, la croissance chutant sous les 2% en 2016. Ces difficultés ont constitué un violent retour à la réalité pour le gouvernement de Luanda, le pays étant véritablement sous perfusion d'or noir. Le manque de devise de la Banque centrale et une baisse spectaculaire des revenus issus des exportations ont contraint l'État à un régime maigre malgré le soutien de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP, dont l'Angola en est un membre actif depuis 2007). Après le retrait de Dos Santos de la présidence en 2017, son héritier politique et ancien ministre de la défense João Lourenço, affilié au MPLA, affiche une volonté claire de sortir de cette "maladie hollandaise" en allant chercher des IDE, notamment afin de développer l'agriculture qui représente 68% des emplois angolais pour seulement 10% des richesses générées aujourd'hui. Il est ainsi parvenu à négocier une convention pour l'agriculture avec l'Agence française pour le Développement (AFD) à hauteur de 87 millions d'euros lors de sa visite officielle de trois jours (28-29-30 mai 2018) en France, première visite dans un pays occidental depuis son investiture en septembre 2017.

UNE PREMIÈRE VISITE À L'ÉTRANGER AUX DOUBLES ENJEUX

Cette visite diplomatique est la première du président angolais depuis son élection en septembre 2017. Le choix de la France est un symbole politiquement important dans le contexte politique actuel en Afrique australe. La France est en effet le rédacteur de la résolution de l'ONU sur les Grands Lacs, résolution également poussée par l'Angola pour endiguer la crise actuelle en République Démocratique du Congo (RDC). Cette stabilisation permettrait de réduire les mouvements de populations issus du Kasai, région du sud-ouest de la RDC embrasée sur fond de révolte populaire depuis avril 2016 qui menace notamment l'exploitation diamantifère de l'Est angolais. L'Angola accueille actuellement plusieurs milliers de réfugiés en provenance du Kasai. Le président Lourenço a donc joué habilement la carte d'une résolution de crise par la voie de l'Union africaine (UA) tout en cherchant un soutien étranger en la personne d'Emmanuel Macron, ce dernier s'étant publiquement exprimé en faveur d'une résolution rapide de la crise en RDC. On rappellera que le président français recevait son homologue rwandais Paul Kagame pour traiter du même sujet déclenchant l'irritation de Kinshasa.

Le second objectif, économique lui, vise à une diversification de l'économie angolaise et se concentre sur des investissements dans l'agriculture, mais pas seulement. Le tissu industriel angolais est pour ainsi dire inexistant, l'Angola important l'ensemble de ses produits manufacturés principalement de Chine, mais également du Brésil, du Portugal et de France. Depuis la crise de 2014, un manque sévère de devises a réduit les

importations de moitié, l'État angolais n'étant plus en mesure d'honorer ses factures. C'est dans cette optique que le Parlement a voté, il y a deux semaines, une loi visant à alléger les contraintes entre investisseurs locaux et étrangers excepté pour les secteurs des mines, de la finance et du... pétrole.

DE LA NÉCESSITÉ DE MAINTENIR ET AUGMENTER LA PRODUCTION DE BRUT DANS UN CONTEXTE FAVORABLE

Avec une économie dépendant majoritairement des exportations d'hydrocarbures, le budget étatique angolais est de fait indexé sur le prix du brut. Aussi, la crise des prix du pétrole de 2014 a eu un impact considérable sur les finances de l'État ainsi que sur celles des compagnies étrangères, ces dernières rationalisant leurs portefeuilles d'actifs notamment dans les zones de production dite "complexes" à coût de production élevé dont l'Angola fait partie. Le pays a plongé dans une crise économique sans précédent en même temps que le cours du pétrole, dont il cherche encore aujourd'hui à se relever. Les impacts à long terme commencent à se faire sentir aujourd'hui avec une baisse de la production en 2018 qui atteint son plus faible niveau depuis 2006 à 1 496 000 barils /jour. C'est dans ce contexte difficile que le président Lourenço cherche à redynamiser l'économie de son pays, notamment à travers une diversification des sources de revenus. Cependant, cette diversification ne peut être désolidarisée de mesures incitatives pour les entreprises pétrolières à l'heure où le cours du baril remonte vers des perspectives favorables de mois en mois. Ainsi, lors de la visite officielle du président en France étaient également présents Carlos Saturnino, président du comité de direction de Sonangol, la compagnie pétrolière nationale angolaise, et Patrick Pouyanné, président et PDG de Total, qui ont signé des accords portant notamment sur la FID (*Final Investment Decision*) concernant le champ de Zinia-2 qui sera branché sur la production actuelle du champ géant de Pazflor. Ont également été signés des accords portant sur l'exploration du bloc offshore 48 (opéré à 50/50 par Total et Sonangol) et des accords amonts et avals sur toute la chaîne d'approvisionnement dans le pays, du gisement jusqu'aux stations-services. Le choix de la France comme premier pays occidental à être visité officiellement n'est sûrement pas un hasard compte tenu des activités très denses de Total en Angola via l'exploitation des champs de Girasol, CLOV, Pazflor ou Dalia, qui représentent des actifs stratégiques pour le groupe français. Le premier partenaire commercial de l'Angola reste cependant la Chine, avec laquelle Luanda entretient des relations très fortes dans de nombreux domaines (agriculture, infrastructures, défense, mines et bien sûr pétrole). Les deux pays bénéficient notamment d'un accord de facilitation pour les visas et l'Angola est le premier partenaire commercial africain de la Chine depuis 2007. Les projets d'investissements entre les deux pays ont dépassé les 10

milliards de dollars pour la seule année 2017 et ont permis d'assurer à Pékin un accès aux larges ressources en hydrocarbures, mais également minières (diamant, uranium, or, fer, phosphate, cobalt ou bauxite) dont la consommation augmente rapidement.

Il convient néanmoins de nuancer cette idylle sino-angolaise : aucune compagnie chinoise n'opère de champ pétrolier en Angola. La présence chinoise n'est visible qu'à travers la *joint-venture* sino-angolaise China Sonangol International Limited, partenaire des opérateurs. Cette absence s'explique par le possible manque de maturité technique des opérateurs chinois pour atteindre les réserves angolaises dans un contexte géologique difficile.

Plus qu'un partenariat, à la différence de la relation franco-angolaise voulue par Lourenço, c'est une relation de fournisseur / payeur qui caractérise la relation bilatérale sino-angolaise. En trente-cinq ans, ce ne sont pas moins de 11 milliards d'euros de prêts chinois qui ont été accordés à l'Angola, convertis en projets de reconstruction des infrastructures du pays réalisés par des entreprises chinoises en échange desquels l'Angola vend aujourd'hui près de 40% de son pétrole à Pékin en plus de minerais. La coopération entre la Chine et l'Angola est également militaire, notamment via la participation de l'Angola au premier forum Chine-Afrique de la défense qui devrait se tenir en Chine du 26 juin au 10 juillet 2018. Néanmoins, l'évolution des relations diplomatiques et économiques de l'Angola ne masque pas le fond du problème : la corruption endémique et une gouvernance chaotique des ressources naturelles.

DE SÉRIEUSES DIFFICULTÉS À SURMONTER

Compte tenu des cours actuels du baril, plutôt favorables aux États profitant de larges réserves comme l'Angola, la difficulté majeure pour s'extraire de cette dépendance au pétrole tient aujourd'hui surtout à la corruption endémique et au népotisme omniprésent dans le pays. Le fonds souverain du pays (*Fundo soberano de Angola - FDSEA*) créé en 2012 pour remplacer l'ancien *Fundo Petrolifero* et doté initialement de cinq milliards de dollars fut placé sous la direction du fils de l'ancien président Dos Santos. Trois de ces cinq milliards ont été placés dans des fonds d'investissement spécialement créés par Quantum Global, société dirigée par Jean-Claude Bastos de Morais, un proche associé du fils Dos Santos. Les avoirs de cette société ont été gelés après la découverte de malversation à hauteur de 500 millions de dollars entre les deux hommes, un exemple parmi d'autres du manque de transparence dans la gouvernance de la rente pétrolière. Les populations ne profitent pas de la majeure partie de celle-ci captée par les élites et notamment le clan de l'ancien président Dos Santos. Cette

situation a fait entrer en conflit les deux hommes forts du pays, José Eduardo Dos Santos, toujours chef du MPLA, et son successeur à la tête de l'État João Lourenço. Ce dernier a récemment fait de la lutte contre la corruption son cheval de bataille pour remettre l'économie du pays sur les rails en écartant notamment la fille de l'ancien président, Isabel Dos Santos, de la direction de Sonangol, considérée aujourd'hui par Forbes comme la femme la plus riche du continent africain. De la même façon, Lourenço a limogé de la tête du FDSEA José Filomeno Dos Santos, dit "Zenu" après la révélation des malversations de Quantum Global. L'ancien président Dos Santos semble accuser le coup et n'a pas réagi, son successeur ayant nié l'existence de "divergences" au sein du MPLA entre les deux hommes forts et s'affichant même le 29 mars 2018 avec son prédécesseur lors d'une réunion du Conseil de la République. Un vrai bouleversement de la gouvernance des ressources en hydrocarbures reste cependant peu probable dans le contexte politique angolais actuel. On rappellera pour l'exemple que le PDG franco-brésilien Pierre Falcon de la compagnie Falcon Oil, partenaire d'ExxonMobil sur le bloc 33, ainsi que Jean-Christophe Mitterand, furent arrêtés pour trafic d'armes en 2000. La vente d'ancien matériel militaire soviétique au régime de Dos Santos fut avérée et confirmée par l'ancien président lui-même sans que cela ne soit suivi de conséquences. La même Falcon Oil est toujours une partenaire sur les licences offshore en Angola aujourd'hui. La mise en place d'un "*Oil Diagnostic*", voulue en 2001 par le FMI (Fonds Monétaire International) et la Banque Mondiale, permettant d'améliorer et d'assainir la gouvernance de la rente pétrolière, est restée lettre morte : celle-ci continue d'être captée au détriment de l'une des populations les plus pauvres du continent africain. L'actuel président Lourenço sait que sa réussite politique dépend d'une amélioration des conditions de vie de la population angolaise, mais devra également tenir compte de la réalité du système politique angolais concernant la captation de la rente pétrolière. Une sérieuse difficulté à surmonter provient également de l'instabilité chronique de l'enclave de Cabinda. Cette dernière est toujours soumise à un conflit entre le Front de libération du Cabinda et l'Angola alors que près de 60% de la production pétrolière provient de blocs offshore opérés par l'américain Chevron au large de ce territoire.

Dans un contexte économique de montée des prix du pétrole, les possibilités de diversifications économiques de l'Angola reposent avant tout sur un fond souverain fiable et transparent capable de réinvestir la rente pétrolière plus importante dans des projets économiques sans liens avec les énergies fossiles. C'est ce mécanisme qui a permis à la Norvège de réinvestir massivement dans les énergies vertes, le stockage de CO2 et les nouvelles technologies tout en faisant prospérer un fonds souverain (*Government Pension Fund*, ancien *Petroleum Fund*) estimé en 2015 à plus de 1.000 milliards de dollars, le premier de la planète par sa capitalisation. Cela passe nécessairement par une régulation drastique de la corruption entamée par le limogeage

du clan Dos Santos, mais également la mise en place d'un système de gouvernance indépendant et transparent pour la gestion des ressources naturelles.

L'Angola est un territoire exceptionnellement bien doté et disposant de larges quantités de ressources naturelles, notamment en hydrocarbures. Ces hydrocarbures sont aujourd'hui exploités majoritairement par des compagnies occidentales dont les concessions sont délivrées par la Sonangol, compagnie nationale toute-puissante, à la fois opératrice et bailleuse de permis d'exploration et production offshore, mais rongée par le népotisme et la corruption. Depuis la fin de la guerre civile en 2002, la rente pétrolière a été confisquée par le clan Dos Santos au détriment d'une population très largement au chômage ou travaillant dans le secteur primaire. La réussite politique du successeur de Dos Santos dépendra donc de sa capacité à coupler diversification des sources de revenus et assainissement des finances publiques pour poser les bases solides d'une transition politique réussie pour l'Angola. Malgré un scepticisme affiché par une grande partie de la population, le rebond du cours du baril constitue paradoxalement la meilleure porte de sortie d'une économie jusqu'à présent monolithique et fondamentalement limitée dans le temps. ■

ANALYSE #8

**L'ANGOLA AU DÉFI DE SES RESSOURCES NATURELLES :
S'EXTRAIRE DE « LA MALÉDICTION DES RESSOURCES » EST-IL
POSSIBLE DANS « L'AUTRE GOLFE » ?**

PAR Mikaël LEFEVRE / Consultant en énergie et géosciences pétrolières pour Capgemini

JUIN 2018

PROGRAMME CLIMAT, ÉNERGIE & SÉCURITÉ

Sous la direction de Bastien ALEX, chercheur à l'IRIS

alex@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org